



Bauma Balume Johnson

October 9th, 2020

Quelles solutions face à la persistance des mariages précoces et forcés à Goma, en RDC ?

1 comment | 5 shares

Estimated reading time: 3 minutes

Les mariages précoces et forcés sont souvent une solution de survie pour les familles les plus démunies en RDC. Cependant, ces mariages ont de lourdes conséquences sur le développement des jeunes filles, et sur les adolescents en général. À travers le récit d'une histoire vraie vécue dans la ville de Goma, Bauma Balume nous révèle les motivations des parents qui s'engagent dans cette pratique et explore les différentes solutions permettant de réduire l'apparition de ce phénomène.

Ce blog fait partie du [projet Idjwi](#), un projet qui résulte d'une retraite d'écriture organisée sur l'île d'Idjwi située au lac Kivu, en RDC. Au

cours de cette retraite en novembre 2019, des chercheurs se sont réunis pour redéfinir et présenter leurs sujets de recherches.

En République Démocratique du Congo (RDC), la pratique du **mariage précoce et forcé** s'explique par deux principaux facteurs. D'abord, un désir d'amélioration des conditions de vie de la famille qui surpasse les questions essentielles de consentement et d'amour des partenaires concernés. Ensuite, la vulnérabilité des femmes impliquées (du fait de leur âge ou de leur situation financière) et l'ignorance générale des populations à propos des droits femmes et des enfants, facilitent également ces mariages.

Ici, à Goma, en RDC, la liberté de choisir son partenaire n'est pas accessible à tous. En effet, 11 % des femmes et des filles, en particulier celles venant de quartiers défavorisés, sont encore contraintes de se marier. Pour les jeunes filles de moins de 18 ans, cette situation est encore plus alarmante. D'après l'étude faite par le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), en 2013, 40 % des filles de moins de 18 ans étaient victimes de mariages forcés en RDC. Ainsi, à travers le pays, on peut voir que le choix du conjoint de ces enfants est devenu partie intégrante de la responsabilité parentale.

Dans ce blog, j'analyse les causes et les conséquences des mariages précoces à Goma à partir d'un exemple de ces mariages forcés. Par la suite, je propose des recommandations pour mettre fin à cette pratique.

Afin de mieux comprendre ces mariages précoces et forcés, j'analyse le cas d'une famille du Quartier-Sud de Goma, la famille de Zawadi (nom gardé anonyme). Cet exemple illustre l'expérience de plusieurs autres familles de la ville.

Zawadi était une jeune fille de 14 ans et demi lorsqu'elle rencontra Jean, un vendeur de tourmalines (des pierres précieuses de couleurs). Jean,

était marié et stable financièrement quand Zawadi et lui commencèrent à se fréquenter. Elle tomba amoureuse de Jean et était impressionnée par sa richesse. Peu de temps après, celle-ci tomba enceinte de Jean.

La famille de Zawadi était en difficulté financière lorsque Jean vint demander la main de leur fille. Ainsi, une opportunité financière se présenta à travers la dot. Le fait que Jean soit déjà marié et que Zawadi soit enceinte de lui ont été des arguments importants pour négocier un montant de dot plus élevé. En effet, il fallait inclure « des frais de réparation ». Bien que Zawadi ne souhaitait pas se marier, son père accepta la demande de mariage, voyant une opportunité d'améliorer les conditions de vie de la famille.

L'histoire de Zawadi met en évidence comment les mariages précoces et forcés peuvent représenter un moyen de s'en sortir pour plusieurs familles démunies qui luttent contre la pauvreté. C'est assez commun de voir dans les familles congolaises que le mari prend soin de sa femme et de la famille son épouse. Cela peut commencer par donner des contributions financières régulières à la famille de l'épouse et aller jusqu'à payer des soins de santé, de la nourriture et des frais associés aux événements (y compris des frais en cas de célébrations et deuils). Par le biais des mariages précoces et forcés, les familles concernées peuvent améliorer leurs niveaux de vie. D'ailleurs, c'est aussi ce que souhaitent certaines jeunes filles, de plus en plus séduites par cette idée que le mariage pourrait les aider à avoir une vie meilleure, plus luxueuse.

Cependant, ces mariages précoces et forcés présentent de lourdes conséquences sur le développement des jeunes filles. D'abord, les jeunes filles impliquées dans ces mariages sont plus vulnérables sur le plan sanitaire. En effet, les grossesses précoces sont une des principales causes de mortalité maternelle chez les jeunes filles de 15 à 19 ans. Ces jeunes filles sont également plus exposées aux violences domestiques, à

l'esclavage sexuel, aux grossesses non désirées et aux infections sexuellement transmissibles. Même si certaines ont reçu une éducation sexuelle, les relations de pouvoir entre ces jeunes filles et leurs maris restent déséquilibrées et peuvent engendrer des pratiques sexuelles à risque.

De plus, ces mariages freinent l'indépendance financière des jeunes filles. En effet, une fois mariées, elles deviennent financièrement dépendantes de leurs maris. Elles ne reçoivent ni éducation ni encouragement à devenir financièrement indépendantes. Cette situation peut conduire à des manipulations et des abus de la part de leurs maris.

Parce que les mariages précoces et forcés entravent le développement des jeunes filles, il est important de s'opposer pour mettre fin à cette pratique par le biais de différentes mesures. Premièrement, le gouvernement devrait établir des lois plus strictes pour protéger les droits des femmes et des enfants. Ensuite, en s'attaquant à la cause profonde par la réduction de la pauvreté, on supprimerait le mobile premier de ces mariages ; tout comme l'éducation des femmes et des jeunes filles donnerait plus de chances à celles-ci d'être financièrement indépendantes. Des campagnes de sensibilisation autour des conséquences de ces mariages seraient aussi un moyen de faire connaître aux jeunes filles leurs droits. Des acteurs tels que les ONG, peuvent jouer un rôle essentiel dans ces campagnes, notamment grâce à leur capacité à faire pression sur le gouvernement afin que celui-ci s'assure que les lois et les droits des enfants sont respectés.

*The Idwji Writing Retreat was jointly funded by **The Open University's Strategic Research Area in International Development and Inclusive Innovation** and the **Centre for Public Authority and International Development (CPAID)**, LSE.*

Photo by uncoveredlens from Pexels.

About the author



Bauma Balume Johnson

Bauma Balume, a lawyer by training, is a collaborator at CPAID at LSE. His research examines patterns of accessing social services, focusing on Goma's most vulnerable residents. He is also interested in magic and the occult in the modern world and its manifestations in daily life and impacts on research, researchers and the researched.

Posted In: Gender | Idjwi Series | Translations

1 Comments

Read Next

Savings groups can tackle financial precarity in Goma's woman-headed households

July 7th, 2020

Related Posts

Idjwi Series

Can migrants and refugees be regional residents in the Great Lakes region?

JUNE 16TH, 2020



Idjwi Series

Are Goma's motorcycle taxi drivers heroes or villains?

JULY 13TH, 2020

Idjwi Series

Protests in Burundi are about more than asserting political pressure

JUNE 10TH, 2020

Idjwi Series

Should Burundians care about English as a global language?

AUGUST 7TH, 2020



THE LONDON SCHOOL
OF ECONOMICS AND
POLITICAL SCIENCE ■

© LSE 2020

Bad Behavior has blocked **1640** access attempts in the last 7 days.

We use cookies on this site to understand how you use our content, and to give you the best browsing experience. To accept cookies, click continue. To find out more about cookies and change your preferences, visit our Cookie Policy.

Continue

